

LES COMPTES ECONOMIQUES EN 2007



Direction des Statistiques Economiques, IHSI

Tendance haussière maintenue en 2007

La détente politique qui a prévalu au cours de l'année 2007 a été un atout majeur à l'apaisement des perturbations sociales et par conséquent à la création d'un environnement plus propice aux affaires qu'en 2006. Les activités économiques ont, en effet, au cours de cette période, poursuivi leur tendance haussière amorcée depuis 2005 avec une progression en volume de 3.2% du Produit Intérieur Brut (PIB). Cette croissance du PIB résulte de la performance combinée des trois grands secteurs d'activité économique (primaire, secondaire et tertiaire) dont les valeurs ajoutées ont connu des taux de croissance respectifs de l'ordre de 2.9 %, 2.4 % et 4.4 %.

Parmi les branches d'activité qui ont le plus concouru à cette performance de l'économie en 2007 se trouvent : l'Agriculture qui a crû de 2.9% cette année contre une augmentation de 1.7% l'année précédente ; les Bâtiments et Travaux Publics dont la valeur ajoutée a connu une hausse de 3.8% en 2007 contre une croissance de 2.8% en 2006 ; les Transports et Communications et le Commerce, Restaurant et Hôtels qui ont enregistré des hausses respectives de 4.4% et 5.7%.

Vue sous l'angle de l'Offre et de la Demande Globales, la demande interne a aussi participé à la croissance du PIB en 2007, notamment avec des taux de croissance de 3.1% de l'Investissement et de 1.7% de la Consommation Finale. Par contre, au niveau de la demande externe, les exportations à prix constants, ont accusé cette année une chute de 2.9% contre une hausse de 7.2% l'année antérieure.

Enfin, on peut dire que le cadre macroéconomique, dans son ensemble, a favorisé cette hausse du PIB. En effet, grâce à une politique budgétaire rigoureuse, on a pu terminer l'année fiscale avec un zéro financement de la BRH. Par ailleurs, les avoirs de réserves qui se chiffraient à 108.7 millions de dollars EU en 2006 ont atteint 208.4 millions en 2007, soit une augmentation de 91.7%.¹ De plus, l'inflation en rythme annuel a connu un important recul en se maintenant sous la barre de 7.9% en septembre 2007 contre 12.4% en septembre 2006 et le taux de change, de son côté, est parvenu à se stabiliser autour de 37 gourdes en moyenne pour un dollar américain contre 41 gourdes en 2006.

Analyse sectorielle du Produit Intérieur Brut.

Hausse de la production agricole et des industries extractives

La valeur ajoutée de la branche **agriculture** a enregistré cette année une progression de l'ordre de 2.9% contre une croissance de seulement 1.7% l'année précédente.

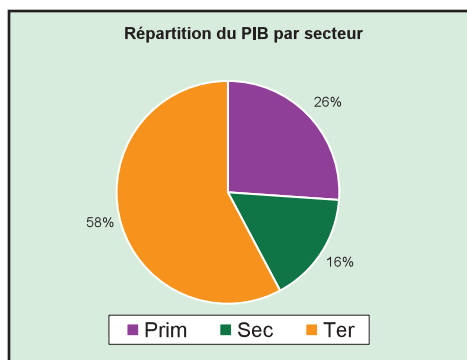
Les conditions météorologiques favorables obtenues dans le pays cette année sont en grande partie à l'origine de l'augmentation de la production agricole. En effet, d'après les relevés de pluie effectués par l'Institution Saint Louis de Gonzague, la quantité moyenne de pluie tombée sur l'ensemble du pays qui était estimée à 12186 millimètres en 2006 a atteint 16835 millimètres en 2007, soit une hausse de 38.2% contre une chute de 7.7% en 2006. Selon les informations du Ministère de l'Agriculture des Ressources

Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) la bonne performance de la pluviosité a permis une amélioration de la situation agricole dans la plupart des zones agro écologiques et favorisé le développement des cultures de consommation courante tels que le riz, le maïs, le haricot, la banane, le sorgho, les racines et tubercules, etc.

En dehors de la clémente saison pluvieuse, l'amélioration de la production agricole a été aussi rendue possible grâce

aux interventions faites au niveau des secteurs public et privé.

Dans le domaine public, le MARNDR a porté son assistance technique et financière notamment à la production de banane, de mangue exportable, de café, de haricot et aux activités agricoles de la Coopération Cubaine. Le Ministère a également mis en oeuvre un Programme d'Interventions Urgentes dans le Domaine Agricole (PUIDA) et un Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PSSA). De plus, en vue de l'amélioration de la production, le MARNDR a poursuivi son encadrement technique aux producteurs et planteurs à travers des séminaires de formation sur l'amélioration des pratiques agricoles, la conservation des récoltes et la protection des végétaux. Avec la coopération du Département de l'Agriculture des Etats-Unis d'Amérique et de l'Ambassade Américaine, le MARNDR a renforcé ses campagnes contre les parasites des plantes,



¹ BRH : Balance des Paiements d'Haïti, 2007

particulièrement contre les mouches des fruits.

Les investissements du secteur privé ont été financés par les organisations internationales à travers les Organisations Non Gouvernementales (ONG). Au cours de l'année 2007, l'Union Européenne et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont financé de nombreux travaux devant contribuer à l'amélioration de la production agricole tels que la réhabilitation de certains systèmes et canaux d'irrigation, l'installation de pompes, notamment dans les départements de la Grand'Anse, du Sud et du Centre.²

Les industries extractives, l'autre composante du secteur primaire, ont affiché des résultats positifs avec une hausse de 3.5% de la valeur ajoutée. L'évolution de ces activités, composées en grande partie de sables et de graviers, dépend essentiellement du comportement de la branche construction qui depuis 2005 fait montre d'un certain regain de dynamisme.

Accroissement mitigé des industries manufacturières

Suite à une progression de 2.3% l'année dernière, les **industries manufacturières** ont cette année affiché une légère hausse de 1.3%. Ce ralentissement est en grande partie imputable au léger repli des industries alimentaires, principales composantes des industries manufacturières, avec une contribution de près de 50%. En effet, la branche des **industries alimentaires, de boissons et de tabac** a connu une baisse de moins de 1% de sa valeur ajoutée contre une hausse de 2.3% en 2006.

Hormis les industries alimentaires, les autres branches manufacturières ont, dans l'ensemble, évolué à la hausse. La branche **textile, habillement et cuir** a enregistré au cours de l'année 2007 une progression de 2.3% en termes réels. A rappeler que le textile représente 98% de l'ensemble des **industries d'assemblage** qui ont su, dans une proportion moindre certes, maintenir la croissance de l'année dernière, soit une

hausse en valeur nominale de 4.3% en 2007 contre 7% en 2006.

La branche **fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et en carton**, après avoir connu une forte croissance (8.4%) l'année dernière, en raison surtout des services sollicités à l'occasion des élections présidentielles et législatives de 2006, a connu en 2007 une hausse de 3.5%. De leur côté, les branches **fabrication de produits minéraux non métalliques et fabrication de produits métallurgiques de base**, favorisées par les effets d'entraînement du dynamisme de la branche Construction, ont maintenu la tendance haussière de 2006 en affichant des augmentations respectives de 8.3% et 2.9% de leur valeur ajoutée. La branche **fabrication d'ouvrage en métaux** qui accusait une croissance négative de moins de 1% en 2006 a atteint une forte progression de 3.4% cette année.

Baisse continue des services de base

Globalement, la valeur ajoutée de la branche **électricité et eau** a enregistré une baisse de 2.9%. Cette diminution est toutefois moins prononcée par rapport à la chute de l'année précédente qui était de l'ordre de 22.4%. La baisse des services de base en 2007 est la conséquence directe de la mauvaise performance de la production d'énergie électrique et d'eau potable.

Au niveau de l'énergie électrique, la production qui se chiffrait à 468 millions de KW/h en 2006 est tombée à 460 millions en 2007, marquant ainsi un repli de 1.7%. Cette situation est surtout due à la régression de la production hydroélectrique, puisque la production thermique a plutôt connu une évolution positive.

En ce qui concerne l'énergie hydroélectrique, la **Centrale de Péligre** n'a pas su profiter de la clémente saison pluvieuse de l'année 2007, en raison des pannes enregistrées au niveau des groupes alimentant cette centrale (un seul groupe était fonctionnel). Au niveau des villes de province, le dysfonctionnement des centrales de Drouet, d'Onde verte et de Gaillard tout au long de l'année et l'arrêt de fonctionnement des centrales de Caracol, de Délugé et de Saut Mathurine à partir de Mai 2007 sont à l'origine de la baisse de la production des centrales hydroélectriques qui de 204 millions de KW/h en 2006 a atteint seulement 178 millions, cette année, soit une réduction de 12.7%.³

Par contre, les centrales thermiques ont, de leur côté, connu un revirement

de tendance cette année. En effet, après la chute de 36.5% de l'année dernière, les centrales thermiques ont enregistré une augmentation de 6.8%, passant de 264 millions de KW/H en 2006 à 282 millions en 2007. Cet accroissement résulte aussi bien de la reprise de la subvention en carburant allouée par le Gouvernement à l'EDH en vue d'alimenter les centrales de Varreux III, de Carrefour II, du Cap-Haïtien, de Saint Marc, de Petit-Goâve et des Cayes,⁴ que de l'achat d'énergie électrique à certaines firmes privées.

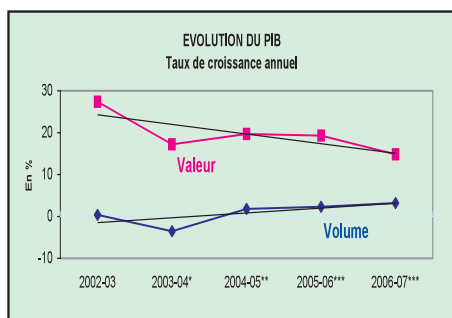
Au niveau de la production et de la distribution d'eau potable, un renversement de tendance a été observé avec une diminution du volume d'eau dans la majorité des zones de production. Selon les informations obtenues de la Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable (CAMEP), la production d'eau qui était estimée à 57 millions de mètres cubes en 2006 est passée à 48 millions en 2007, soit une contraction de 15.8% contre une hausse de 18.2% en 2006. La chute de la production d'eau potable de cette année est consécutive à la baisse conjuguée de la production des sources et des forages.

La production des sources, qui a crû de 20% l'année dernière, a subi une chute de 13.6% cette année, passant de 44 millions de mètres cubes en 2006 à 38 millions. Cette situation s'explique en grande partie par la diminution de la pluviosité dans les points de captage entraînant ainsi une baisse de 15.4 % du débit des sources qui de 81.9 litres par seconde en 2006 est tombé à 69.3 en 2007.

A l'instar des sources, la production d'eau provenant des forages, qui a crû de 15.8% en 2006, a accusé une chute de 16.7% en 2007, passant de 12 millions de mètres cubes en 2006 à 10 millions en 2007.⁵ Le dysfonctionnement de certaines pompes affectées à la distribution d'eau, les pannes enregistrées au niveau de certains groupes électrogènes, l'augmentation des prix du carburant, la baisse du débit des sources, etc. sont autant de facteurs qui ont concouru à cette baisse de la production d'eau de la CAMEP.

Augmentation des activités de la construction

La branche **bâtiments et travaux**



² Explications fournies par la Direction de la production végétale du MARNDR

³ Données fournies par l'EDH

⁴ Explications fournies par l'EDH

⁵ Données fournies par la CAMEP

publics a affiché une croissance en termes réels de 3.8% en 2007 contre une hausse de seulement 2.8% en 2006. Ces résultats sont compatibles avec l'évolution positive des autres branches connexes telles que les industries extractives (3.5%), la fabrication des produits minéraux non métalliques (8.3%), la fabrication des produits métallurgiques de base (2.9%) et la fabrication d'ouvrages en métaux (3.4%). De plus, l'augmentation de 17.4%⁶ du crédit alloué par le système bancaire au secteur Bâtiments et Travaux Publics a contribué à ce regain de dynamisme de la construction.

Il faut mentionner aussi que grâce aux ressources du Trésor Public et aux apports de certains partenaires bilatéraux, le Gouvernement a pu réaliser certains travaux d'infrastructures publics comme la réhabilitation et l'entretien de certaines routes (Carrefour/Rails, Gonaïves/Anse Rouge, Thomonde/Lascahobas/Belladères, Saint-Marc/Gonaïves, Laboule 12/Kenscoff, Miragoâne/Pont Chalon, Cap-Haïtien/Milot, Blvd des Industries/ Bon Repos, Kanz/Camp-Perrin, etc.), l'assainissement et le drainage de certains quartiers, la construction et l'entretien de certains ponts (Torbeck, Delmas 105, Borgne, Grand-Goâve, etc.), la signalisation routière tant à la capitale que dans certaines grandes villes de province, etc.

Valeur ajoutée en hausse des services marchands

Les **services marchands** ont enregistré cette année une hausse, en volume, de 2.3%. Les principales composantes de ce secteur ont, dans l'ensemble, participé à cet accroissement.

Au niveau des **restaurants et hôtels**, la faible croissance de 1% obtenue en 2006, après plusieurs années de baisse successive, a été maintenue et renforcée cette année avec une progression, en volume, de 2.7%. Ce résultat est en grande partie dû à l'augmentation substantielle du nombre d'haïtiens, résidant en terre étrangère, qui ont visité l'alma mater en 2007, grâce notamment à une certaine amélioration de la situation de la sécurité. En effet, selon le Ministère du tourisme, les touristes de séjour qui se chiffraient à 107783 en 2006 sont passés de à 249696 en 2007, soit une hausse considérable de 131.6%.⁷

Considérée depuis quelque temps comme l'une des branches les plus dyna-

⁶ BRH : Tableau de distribution du crédit par branches d'activité.

⁷ Données fournies par le Ministère de Tourisme.

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR SECTEUR (En millions de gourdes constantes de 1986-1987)

Branches d'activité	2002-03	2003-04*	2004-05**	2005-06***	2006-07***
Agric., Sylvic., Elev. et Pêche	3334	3174	3256	3311	3407
Industrie Extractives	14	13	14	15	15
Industries Manufacturières	1003	978	994	1017	1030
Electricité et Eau	63	70	75	58	57
Bâtiments et Travaux Publics	975	949	977	1005	1043
Com., Restaurants et Hôtels	3530	3305	3350	3443	3641
Transports et Communications	775	781	806	842	879
Autres Services Marchands	1535	1522	1542	1581	1602
Services non Marchands	1380	1336	1358	1379	1443
Branche Fictive1	(516)	(495)	(523)	(533)	(619)
Valeur ajoutée brute totale	12093	11633	11849	12118	12498
Impôts moins subventions sur les produits	922	924	934	961	1000
Produit intérieur brut	13015	12557	12783	13079	13498
Taux de croissance	0.4	-3.5	1.8	2.3	3.2

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

Note: *Semi-Provisoires- **Provisoires- ***Estimations

(1): il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de ce que le appelle "production imputée de services bancaires" (SCN93).

miques de l'économie avec l'essor des télécommunications, la branche **transports et communications**, a cette année poursuivi son rythme de croissance avec une hausse de 4.4% en termes réels. Cette augmentation est, notamment, attribuable au dynamisme dont fait montre la sous-branche communications en raison de nouveaux investissements effectués par les opérateurs dans le domaine de la téléphonie cellulaire qui continue à se développer sur le marché de la concurrence.

En ce qui concerne les **autres services marchands**, la performance des intermédiaires financiers a été plutôt mitigée avec une légère hausse de moins de 1% de leur valeur ajoutée. A noter que le bénéfice net des banques commerciales n'a crû que de 5% cette année, contre une hausse de plus de 200% au cours de l'exercice fiscal précédent. Cette situation est due en grande partie à la forte contraction des revenus d'intérêts sur les bons BRH dont le taux de croissance est passé de 209% en 2006 à 8% en 2007.⁸

Par ailleurs, après la légère hausse de 1.6% de l'année dernière, les **services non marchands** ont enregistré, cette année, une importante augmentation de 4.6% de leur valeur ajoutée. La forte progression de cette branche est particulièrement due à la hausse de 25%, en valeur courante, des dépenses en traitements et salaires enregistrées dans l'Administration Centrale.⁹

Contraction des échanges avec l'extérieur

Nonobstant l'amélioration des activités économiques observée, les échanges avec l'extérieur ont plutôt connu une

certaine régression, en volume, de 0.7% par rapport à l'année fiscale précédente où la hausse était de 2.8%. Cette contraction provient de la baisse conjuguée, en termes réels, des **exportations** (-2.9%) et des **importations** (-0.2%) des biens et services.

Outre l'effet taux de change (appréciation de la gourde par rapport au dollar), la valeur courante des exportations de biens et services traduit bien un ralentissement par rapport à l'année dernière avec une hausse de 4.8% en 2007 contre 15.1% en 2006.¹⁰ Ce ralentissement se confirme en regardant le recul des principales denrées d'exportation dont le café (-51.8%), le cacao (-18.9%) et les mangues (-12.2%). La baisse de l'exportation de mangues est la conséquence directe du retour des containers expédiés aux USA et de l'interdiction d'exportation de cette denrée sur ce marché en raison du non respect de certaines normes mises en place par les autorités américaines. La hausse des industries d'assemblage est également moindre que celle de l'année dernière, atteignant 4.3% en 2007 contre 7% en 2006.

Parallèlement aux exportations, les importations de biens et services, en valeur courante, ont aussi ralenti considérablement. Estimées à 2135 millions de dollars EU en 2006, elles ont atteint 2321 millions en 2007, soit un accroissement de 8.7% qui est nettement inférieur aux 15.4% de hausse obtenue en 2006.

⁸ BRH : Sommaire Financier du système bancaire.

⁹ MEF : Tableau des Opérations financières de l'Etat (TOFE), septembre 2007

¹⁰ BRH : Balance des Paiements d'Haïti, 2007

Evolution positive de la demande interne.

Contrairement à la demande externe, la demande interne s'est plutôt bien comportée en 2007. La **consommation finale**, comprenant la consommation des ménages, celle de l'Administration Publique et des Institution Sans But Lucratif au service des ménages, a crû de 1.7%. Parmi les facteurs qui ont concouru à cette croissance on peut citer, entre autres : la hausse de près de 12% des transferts courants sans contrepartie¹¹ ; l'augmentation de la masse salariale de l'Administration Publique ; le recul de l'inflation et la stabilisation du taux de change.

De son côté, **l'investissement**, l'autre composante de la demande interne, a connu un accroissement, en volume, de 3.1%. La bonne performance de l'investissement peut être attribuée au comportement positif affiché à la fois par les secteurs privé et public. Les grands travaux d'infrastructure et d'assainissement publics mis en œuvre par le Gouvernement en 2007 ont contribué en grande partie à la hausse de l'investissement au niveau du secteur public. L'augmentation de 122% enregistrée au niveau des dépenses d'investissement public de l'Administration Centrale, contre un accroissement de seulement 29% l'année précédente, confirme bien la tendance haussière de l'investissement public en 2007 (TOFE). En outre, l'amélioration de la situation de sécurité jusqu'à la fin de l'exercice fiscal créant un climat plus favorable aux affaires, la hausse de 9.5% du crédit octroyé par le secteur bancaire aux différentes branches d'activité sont autant de facteurs qui peuvent expliquer une certaine amélioration de l'investissement privé en 2007.

L'année 2008 : Situation d'incertitude

Les premiers signaux permettant de suivre l'évolution de l'économie laissent entrevoir une situation plutôt incertaine pour l'exercice fiscal 2007-2008.

Des facteurs tant internes qu'externes sont perçus comme de véritables obstacles à la croissance économique. En effet, sur le plan interne, comparés aux six derniers mois de l'exercice fiscal 2006-2007, les six premiers mois de l'exercice fiscal 2007-2008 ont été surtout marqués par une certaine recrudescence de l'insécurité. De plus, les protestations de plus en plus vives contre la vie chère, enregistrées quasiment

OFFRE ET DEMANDE GLOBALES					
En millions de gourdes courantes					
	2002-03	2003-04*	2004-05**	2005-06***	2006-07***
PIB	119758	140387	168035	200456	230166
Importations	57317	61365	72154	88531	88209
Offre Globale	177075	201752	240189	288987	318375
Consommation	121285	143138	170688	202309	227474
Investissement	36758	38386	46072	57861	63646
Exportations	19032	20228	23429	28817	27255
Demande Globale	177075	201752	240189	288987	318375
En millions de gourdes constantes de 1986-1987					
	2002-03	2003-04*	2004-05**	2005-06***	2006-07***
PIB	13015	12557	12783	13079	13498
Importations	15225	14967	16062	16365	16336
Offre Globale	28240	27524	28845	29444	29834
Consommation	20677	20029	21082	21345	21700
Investissement	4526	4381	4444	4541	4680
Exportations	3037	3114	3319	3558	3454
Demande Globale	28240	27524	28845	29444	29834

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

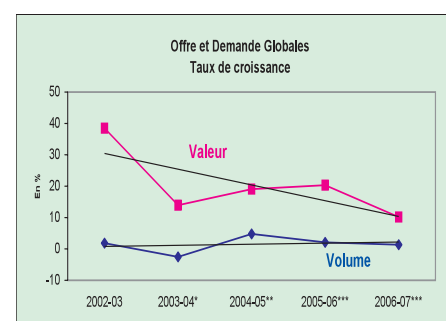
Note: *Semi-définitifs - **Provisoires - ***Estimations

dans tout le pays (particulièrement dans l'Aire Métropolitaine et dans le Sud), peuvent compromettre sérieusement les possibilités de croissance en 2008. Cette situation risque de faire perdre confiance aux investisseurs potentiels. Les retombées positives attendues en 2008 par la mise en application de la loi HOPE en 2007 se trouveraient aussi être hypothéquées. Au niveau macro économique également, les perspectives s'annoncent assez sombres : l'inflation qui, en glissement annuel, était estimée à 7.9% en septembre 2007, a atteint 16% en mars 2008 ; le taux de change qui au début de l'exercice s'était maintenu à 37 gourdes pour un dollar avoisine déjà les 39 gourdes en mars 2008. La BRH, de son côté, a dû réviser à la hausse son taux directeur qui a crû de plus de 2% en moyenne en mars 2008.

Sur le plan externe, le ralentissement annoncé de l'économie des Etats-Unis d'Amérique (principal partenaire commercial d'Haïti) pourrait influencer négativement les activités de la sous-traitance et les transferts sans contrepartie (importante source de devises pour le pays et de revenus pour les ménages) en provenance de la diaspora haïtienne vivant aux USA. En outre, compte tenu du poids considérable des produits importés dans l'économie haïtienne, le renchérissement continu, sur le marché mondial, des prix des produits pétroliers et des grains de base (blé, maïs, riz, etc.) est de nature à créer sur le marché local de fortes pressions inflationnistes. Cette situation pourrait porter les autorités monétaires à adopter une politique plutôt

prudente qui risquerait de ne pas faciliter la réalisation des objectifs de croissance du PIB fixés par le Gouvernement.

Il faut espérer que les promesses faites par le Gouvernement en termes de réalisation de grands chantiers et de relance de la production nationale finiront par prendre corps et que les résultats obtenus permettront non seulement d'atténuer l'effet des chocs externes mais aussi de garantir une croissance certaine de l'économie à travers la création d'emplois permanents et la génération de revenus substantiels pour les ménages.



INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE

Rue Joseph Janvier, #1
Tél.: 3512-0365, 3516-7203,
3514-3466, Fax: 221-5812
E-mail: ihsi@ihsi.ht
dseihsi2000@yahoo.fr
www.ihsi.ht

¹¹ BRH : Balance des Paiements d'Haïti, 2007